

Le prolétaire

bimensuel parti communiste international (programme communiste)

Ce qui distingue notre Parti : La revendication de la ligne qui va du « Manifeste communiste » à la révolution d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste ; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaire, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

Correspondance :
B.P. 286 - 13211 Marseille Cédex 1
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris

Versements :
« le prolétaire »
C.C.P. 2-202-22 Marseille

Abonnements :
« le prolétaire »
1 an : 15 F (150 FB)
6 mois : 8 F (80 FB)
pli fermé : 27 F et 14 F
par avion : 25 F et 13 F
« programme communiste »
1 an : 15 F (150 FB)

11^e ANNEE — N° 163
17 décembre 1973
au 7 janvier 1974
LE NUMERO : 0,80 F

Nécessité primordiale du parti

Ce n'est pas par hasard — même si une telle façon de procéder peut paraître absurde selon les critères de la logique formelle — que dans un de nos textes de base, intitulé Parti et action de classe (1921), on ne part pas, pour définir les deux termes en question, de ce qu'est et de ce que fait le parti communiste dans des situations normales — c'est-à-dire non révolutionnaire — comme le voudraient les adorateurs du concret (qui n'est au bout du compte que le contingent) ; ni du but final — c'est-à-dire le communisme — comme le voudraient les utopistes, déjà fustigés par Engels, qui rêvent d'une communauté préfigurant la société future ; mais bien du rôle du parti au moment crucial de la dictature du prolétariat, c'est-à-dire après la conquête révolutionnaire du pouvoir politique et dans le vif des « interventions despotiques » sur les plans économique et politico-social, qui sont la substance de la phase de transition de l'ancien mode de production au nouveau.

Cette manière de procéder est au plus haut point dialectique. Elle tend à démontrer avant toutes choses que, pour affronter et résoudre les problèmes gigantesques qu'entraînent non seulement la nécessité de « remplacer la bourgeoisie dans la direction et l'administration de la chose publique, mais aussi de construire une machine toute nouvelle et différente d'administration et de gouvernement ayant des buts infiniment plus complexes que l'art gouvernemental d'aujourd'hui », il faut « une préparation à la fois politique, administrative et militaire qui, pour pouvoir répondre aux tâches historiques précises de la révolution prolétarienne, ne peut être le fait que d'un organisme qui, comme le parti politique, possède d'une part une vision générale du processus révolutionnaire et de ses exigences et, d'autre part, une sévère discipline organisationnelle assurant la subordination de toutes les activités particulières au but général du prolétariat. »

Le texte tend à démontrer ensuite que le prolétariat ne serait pas prêt à affronter les problèmes extrêmement difficiles de sa dictature « si l'organe indispensable pour remplir ces tâches n'a pas commencé longtemps à l'avance à constituer son corps de doctrine et d'expériences », en faisant preuve dans son action — sur le long chemin qui, par-delà les flux et les reflux, les avancées et les reculs, les victoires partielles et les défaites temporaires du mouvement prolétarien, mène à l'organisation et à la réalisation de l'assaut révolutionnaire pour le pouvoir — d'une « fidélité » non pas formelle ni rhétorique mais réelle, c'est-à-dire se traduisant dans les faits — les vulgaires

faits de tous les jours — par « une stricte discipline envers le programme et l'organisation ».

Ce n'est ni le but final ni la situation contingente qui définissent les tâches, dictent la voie, imposent les lois de l'action et de la vie interne du parti : ce sont les principes, ces principes que Lénine a énoncés de la façon suivante : « instauration de la dictature du prolétariat et emploi de la contrainte d'Etat durant la période de transition », et qui, selon notre texte de 1921, sont les points de référence constants et impératifs de l'organe qui doit les mettre en pratique. Il serait tout à fait insuffisant de dire que le parti est le parti dans la mesure où il possède une théorie, un but final, un programme ; il serait également tout à fait insuffisant de dire qu'il est le parti dans la mesure où il a la conscience des principes et où il s'en fait le champion. En fait, le parti est l'organe auquel est confiée la mise en pratique des principes et il ne peut remplir cette mission historique que s'il défend avec acharnement sa théorie, proclame ses buts, annonce son programme, agit et combat en fonction de son rôle d'« appareil dirigeant centralisé et discipliné » de la dictature prolétarienne, quelle que soit l'échéance proche ou lointaine de celle-ci, en sachant bien que sa véritable force, sa principale force révolutionnaire, réside dans la « continuité doctrinale et pratique de toute sa propagande et de toute son œuvre, dans le fait qu'il n'aura pas attendu la lutte finale entre les classes pour dire comment elle se présentera, et enfin dans le fait qu'il se sera donné précisément le type d'organisation répondant aux exigences de la phase décisive de la lutte révolutionnaire ».

Le parti est une conscience et une volonté collectives organisées ; la première ne serait que vaine spéculation sans la seconde (« les philosophes n'ont fait qu'interpréter le monde de diverses manières, ce qui importe, c'est de le transformer ») ; la seconde serait inconsistante sans la première (« sans théorie révolutionnaire, pas de mouvement révolutionnaire »). Le lien entre elles ne peut être trouvé que dans une unité de mouvement à travers les hauts et les bas de la lutte de classe, unité inconcevable sans des directives tactiques stables et sûres et sans une structure d'organisation liée à ces directives et reliées par elles aux principes. Ce n'est pas par hasard que dans notre texte, discipline envers le programme et discipline envers l'organisation renvoient l'une à l'autre comme les termes d'une même équation. Ce n'est pas par hasard non plus que Lénine commence Que faire ? par une affirmation intransigeante de l'invariance et même du « dogmatisme » de la doctrine et qu'il

conclut en revendiquant hautement la tactique-plan (« ce plan d'action systématique établi à la lumière de principes fermes, suivi sans défaillance, qui seul mérite le nom de tactique ») et l'organisation-plan, « une organisation solide, rompue à la lutte politique en toutes circonstances et en toutes périodes » (dans un autre passage, Lénine précise : « dans n'importe quelles circonstances « ternes, pacifiques », dans n'importe quelle période de « déclin de l'esprit révolutionnaire » ; bien plus, précisément dans ces circonstances et dans ces périodes », sans laquelle même la tactique la plus réfléchie et la plus rigoureuse n'est qu'un « plan sur le papier ».

Il est vrai que le parti n'est pas une armée. Mais c'est une école de militantisme révolutionnaire et non un cercle de chercheurs ou un cénacle d'élus. Dans le parti, ou bien la tactique et l'organisation sont au service du programme et des principes, ou bien elles passent au service de l'ennemi. Mais le programme et les principes eux-mêmes ne sont rien s'ils ne s'incarnent pas dans un ensemble ni neutre ni indifférent, mais aux limites scientifiquement tracées, de règles d'action, et dans une structure d'organisation articulée capable de par sa composition, de mettre ces règles en pratique ; bref, le programme et les principes ne sont rien s'ils ne s'incarnent pas dans une discipline pratique qui seule peut donner un sens non rhétorique à la formule de « dictature du programme », formule dont certains abusent mais qui est juste si on la comprend bien. Théoriquement, n'importe qui peut accepter, ou déclarer accepter, les « positions programmatiques » du parti ; mais celui-là n'est pas encore, tant s'en faut, un militant.

Définissant les tâches du parti avant et même très longtemps avant la conquête révolutionnaire du pouvoir et l'instauration de la dictature, notre texte de 1921 rappelle aux communistes que ces deux phases suprêmes de la lutte exigent « une action coordonnée et disciplinée (1) des

(suite page 4)

(1) Nous traduisons ainsi le terme italien beaucoup plus fort d'« irregimentazione », c'est-à-dire mot à mot enrégimentation.

A NOS LECTEURS

Le numéro 164 du Prolétaire paraîtra seulement le lundi 7 janvier 1974.

Avec ou sans embargo pétrolier

LA PROSPÉRITÉ CAPITALISTE PRÉPARE LA CRISE

Le monde capitaliste n'a pas encore fini de compter les bénéfices inouïs que lui a rapporté un cycle d'affaires d'une prospérité sans précédent depuis la seconde guerre impérialiste, que déjà il est en proie au spectre de la crise annoncée par ses propres experts. Que le pronostic immédiat de ces derniers soit vérifié ou non, que l'échéance soit avancée ou retardée, les nouveaux soubresauts du capitalisme mondial apportent une confirmation au pronostic historique prononcé par le marxisme contre le mode de production bourgeois : la prospérité capitaliste ne fait que préparer la crise ; l'harmonie entre les nations bourgeoises n'est qu'un intermède entre les affrontements. Bien plus, alors que les idéologues de la bourgeoisie aiment à présenter les antagonismes comme le résultat de « l'arriération », de l'insuffisance du développement et des échanges, c'est précisément au faite de la prospérité bourgeoise, au moment même où, selon leurs dires, « s'ouvre une ère de développement inouï du commerce » avec l'ouverture à l'Est, que se font entendre ces craquements sinistres, révélant ainsi à quelle formidable tension la société bourgeoise est soumise et venant confirmer que l'accumulation capitaliste n'est pas seulement accumulation de capital, mais aussi d'antagonismes qui sont autant de charges explosives amoncelées dans les soutes de la société bourgeoise.

Avant même la « crise pétrolière » les experts bourgeois prévoient déjà, après le boom de 1972-73, la récession économique pour 1974-75 dans les trois principaux pays capitalistes occidentaux : USA, Japon et Allemagne. Leurs fournisseurs étant entraînés dans la récession par la chute de leurs exportations vers ces pays, une telle prévision implique à plus ou moins brève échéance la récession pour l'ensemble des pays capitalistes développés occidentaux. Les cycles de l'économie capitaliste mis en évidence par Marx — et que les économistes bourgeois croyaient avoir enterrés en même temps que l'ensemble du marxisme — se manifestent très clairement. La prospérité capitaliste ne fait que préparer la récession et la crise, au cours de laquelle le capital remercie les ouvriers d'avoir subi la hausse des prix et l'intensification du travail pendant le « boom » en les jetant massivement à la porte. Les comités d'affaires des classes dominantes sentent bien le danger social créé par la hausse galopante des prix d'un côté, par la crise et le chômage de l'autre ;

mais ils sont manifestement dépassés dans leurs tentatives de dominer l'anarchie capitaliste au niveau mondial. Selon les uns, il faudrait essayer de ralentir le rythme de l'accumulation à cause de l'inflation ; selon les autres, il faudrait au contraire essayer de l'accélérer à cause du risque de récession. Comme de toute façon les mesures préconisées par les uns et les autres pour tenter de maîtriser les spasmes des rapports marchands n'ont qu'une efficacité dérisoire (« Pilotage sur verglas... titrait récemment Le Figaro !), il ne reste plus qu'à prier, ou à ... espérer : « Les investisseurs optimistes regardent cependant au-delà de la sortie du tunnel, et font le pari que le tournant de l'économie ne se développera pas de manière brutale, ce qui a toutes les chances de se produire si les politiques monétaire et budgétaire... sont suffisamment restrictives pour diminuer l'inflation, mais évitent en même temps de plonger l'économie dans une récession » : voilà en quels termes le Bulletin économique de la First National City

(Suite page 2.)

Vient de paraître :

DÉFENSE DE LA CONTINUITÉ DU PROGRAMME COMMUNISTE

Ce volume de 224 pages constitue un recueil des thèses fondamentales de notre courant publiées de 1920 à nos jours, précédées d'amples introductions les situant dans leur contexte historique.

- Sommaire :
- Thèses de la fraction communiste abstentionniste du Parti Socialiste Italien (mai 1920).
 - Thèses sur la tactique du Parti Communiste d'Italie (Thèses de Rome, 1922).
 - La tactique de l'Internationale Communiste. Projet de thèses présenté par le P.C. d'Italie au IV^e Congrès mondial (Moscou, 1922).
 - Projet de thèses présenté par la Gauche au III^e Congrès du P.C. d'Italie (Lyon, 1926).
 - Nature, fonction et tactique du parti révolutionnaire de la classe ouvrière (1945).
 - Thèses caractéristiques du parti (1951).
 - Considérations sur l'activité organique du parti quand la situation générale est historiquement défavorable (1965).
 - Thèses sur la tâche historique, l'action et la structure du parti communiste mondial, selon les positions qui constituent depuis plus d'un demi-siècle le patrimoine historique de la gauche communiste (1965).
 - Thèses supplémentaires sur la tâche historique, l'action et la structure du parti communiste mondial (1966).
- Prix 15 F. Commandes au « Prolétaire ».

LA PROSPÉRITÉ CAPITALISTE PRÉPARE LA CRISE

(Suite de la page 1)

Bank (autrement dit le groupe Rockefeller) « prévoyait » en octobre 1973 l'avenir... La classe bourgeoise est à ce point désespérée devant les convulsions de son propre mode de production qu'elle en est réduite à « faire des paris » et que les économistes payés pour chanter ses triomphes en sont revenus aux incantations des alchimistes du Moyen-Age...

Aux soubresauts monétaires et commerciaux, à l'inflation galopante qui sévit et aux craintes de crise, vient s'ajouter la « crise pétrolière », épisode supplémentaire des vicissitudes de l'économie marchande et de la concurrence entre vendeurs et acheteurs.

Les classes dominantes des Etats arabes ont appris la leçon des impérialismes occidentaux : soumises au monopole du cartel du pétrole, elles ont profité des conditions favorables du marché et de la forte demande pour instaurer leur propre cartel, faire monter les prix de leur marchandise, voire exercer un chantage politique. Retour inévitable des choses : l'exploitation éffrénée à laquelle l'impérialisme a si longtemps soumis ces pays leur a forgé une arme qu'ils apprennent à manier. Les larrons impérialistes peuvent crier au voleur parce que leurs victimes se mettent à les imiter, ils n'ont que la monnaie de leur pièce. Encore faut-il y regarder de plus près. Quelques jeunes Etats bourgeois et quelques emirats semi-féodaux peuvent-ils dicter leur loi à l'impérialisme ? Toutes les nations seraient-elles brusquement devenues, par la vertu du pétrole, « libres et égales » ? En fait, la pression exercée par les Etats producteurs — en tête desquels se trouvent précisément les Etats les plus réactionnaires du Proche-Orient — est à l'image de la pusillanimité de leurs classes dirigeantes prises dans les réseaux de l'impérialisme : dirigée théoriquement contre les Etats-Unis, elle a jusqu'à présent soigneusement évité de compromettre leurs intérêts, et les a au contraire indirectement avantagés en mettant leurs concurrents en difficulté. C'est un fait que les compagnies du cartel pétrolier (à nette prédominance américaine) n'ont depuis plusieurs années opposé aucune tentative de résistance aux exigences des pays producteurs ; ces derniers respectent eux-mêmes le monopole du cartel : « Les grands producteurs du Proche-Orient, et pas seulement l'Iran non arabe, mais l'Arabie saoudite, préfèrent traiter avec les compagnies multinationales pétrolières (...) Le ministre de l'énergie de l'Arabie saoudite, M. Yamani, a refusé... de retirer sa confiance aux « majors » — et plusieurs emirats ont pris discrètement les mêmes positions. M. Abdesselam lui-même [ministre algérien du pétrole] ne s'est pas laissé entraîner à faire le procès des compagnies américaines auxquelles l'Algérie livra pendant plus d'une décennie l'essentiel de son gaz » (Le Figaro, 3-12-73).

La raison de cette convergence entre cartel et producteurs est simple : les compagnies américaines vendent le pétrole arabe essentiellement à l'Europe et au Japon, c'est-à-dire aux concurrents commerciaux des USA, alors que ces derniers bénéficient d'une beaucoup plus grande indépendance énergétique : le cartel ne fait que répercuter sur les consommateurs les hausses de prix en préservant, voire en augmentant ses bénéfices, tandis que les prix de revient des concurrents commerciaux des Etats-Unis augmentent. Si l'on ajoute que les revenus supplémentaires des Etats arabes (payés par l'Europe et le Japon) servent en grande partie à des commandes (armes en particulier) et à des placements aux USA, que la hausse des cours mondiaux du pétrole accélère la

rentabilisation des réserves de schistes bitumineux américains (et donc l'indépendance énergétique absolue des Etats-Unis), et qu'enfin la réduction des exportations de pétrole affecte beaucoup plus l'Europe et le Japon que les USA (puisque ces derniers n'importent du Proche-Orient qu'une quantité de pétrole correspondant à 5 % environ de leurs besoins énergétiques et que de toute façon leurs compagnies contrôlent le marché mondial), on s'explique l'absence de réaction américaine. Au total, le chantage des pays producteurs, tant qu'il se maintient dans certaines limites, n'est pas une mauvaise affaire pour l'impérialisme américain, à qui il permet de prendre une revanche sur ses concurrents commerciaux qui l'avaient mis en difficulté il y a deux ans : témoin la remontée du dollar sur le marché des changes, qui, selon la presse financière, est due à l'amélioration de la balance commerciale américaine et « à la crise pétrolière qui avantage l'économie américaine par rapport aux économies européennes » (Nouveau Journal, 4-12-73). « On pourrait se demander, sur-enchérisait Le Figaro du 4-12, si les Américains ne sont pas eux-mêmes les apprentis-sorciers qui ont préparé ce remède-miracle pour soutenir soudain leurs dollars instables et rendre plus compétitives leurs énormes réserves de schistes bitumineux ».

Il faut bien évidemment que chaque bourgeoisie explique par les noirs et machiavéliques desseins des autres bourgeoisies ses propres infortunes et ses propres revers car on ne peut attendre d'elle qu'elle en cherche la cause dans le mécanisme même du capital. Ainsi se prépare-t-elle idéologiquement à ser- rer ses rangs pour tenter d'em-

pêcher qu'à la faveur du déclenchement des antagonismes produits par sa propre société, ne naisse la lutte révolutionnaire contre le capitalisme.

Une fois de plus c'est le capital japonais — c'est-à-dire le concurrent économique potentiellement le plus dangereux des Etats-Unis à moyen terme — qui après avoir subi leurs coups de massue monétaire et commerciaux de l'année passée, est la principale victime de la crise pétrolière : les compagnies du cartel, qui fournissent les trois-quarts de sa consommation, lui ont en effet annoncé qu'il devait s'attendre à une réduction d'au moins 25 % des livraisons de pétrole — alors que la réduction appliquée par les pays producteurs n'est que de zéro ou 5 % (The Economist, 1-12-73). En conséquence les experts japonais prévoient pour l'année prochaine non seulement une stagnation mais une baisse de la production, pendant que Brandt proclame pour l'Allemagne, autre concurrent commercial des USA, la possibilité de la « croissance zéro ». Ces règlements de compte s'appellent dans la mythologie bourgeoise « développement harmonieux », « coopération internationale », « solidarité occidentale ». Nous ne parlons même pas de la « solidarité européenne » qui s'est une fois de plus révélée un mythe.

Mais le jeu des producteurs arabes ne peut coïncider avec les intérêts américains que s'il se cantonne dans les limites d'une pression sur leurs concurrents sans mettre en danger le capital américain : si l'embarco se prolongeait « indéfiniment et de manière déraisonnable », averti Kissinger [donc jusqu'ici il était... raisonnable pour les USA...], les Etats-Unis devraient envisager des mesures de rétor-

sion (U.S. News, 3-12-73). Le terrain est glissant : il ne peut jamais être exclu que les coups portés aux concurrents liés par tant de fils à sa propre économie ne puissent à la longue se retourner contre soi — et une crise au Japon ou en Europe ne pourrait pas ne pas avoir de conséquences aux Etats-Unis même — il a suffi que la crainte d'éventuelles restrictions pétrolières dans plusieurs mois s'ajoute à celle de la récession prévue, pour déclencher une panique boursière à Wall Street : il n'en faut pas plus, en période d'incertitude et de soubresauts généralisés, pour semer la terreur chez les « parieurs » dont nous parlions plus haut — tant est grande la confiance que MM. les capitalistes portent à leur propre mode de production !

Ce faisceau d'événements contribue à démolir les constructions « théoriques » des défenseurs de l'illusion toujours renaissante, inséparablement liée à la politique des réformes, d'un « ultra-impérialisme » : aucune « détente » entre Etats impérialistes, aucune « réforme » de l'Etat bourgeois n'éviteront au capitalisme de mourir de ses contradictions.

Mais c'est une illusion aussi dangereuse que la précédente — et dialectiquement liée — que de saluer les crises comme le signal d'une lente agonie où le malade mourrait de lui-même, par désagrégation progressive de ses tissus et par lent étouffement de sa vitalité. Le capitalisme ne peut voir sa fin approcher sans gigantesques soubresauts, sans une résistance d'autant plus féroce et cruelle qu'elle serait plus désespérée. Si le capitalisme engendre le développement de tous les antagonismes qui doivent

éclater dans les crises, il engendre en même temps le renforcement des Etats pour la guerre entre les Etats comme entre les classes. Le capitalisme ne pourrait donc mourir s'il n'y avait « aidé » par la révolution communiste, seule capable de concentrer brutalement et violemment sous la direction du parti les énergies que le prolétariat tire des antagonismes sociaux afin de détruire les Etats bourgeois, et seule capable, par ses interventions radicales et despotiques, — chirurgicales pourrait-on dire — d'abrèger les souffrances et l'agonie d'une société condamnée, tout en hâtant la naissance de celle que cette dernière porte dans ses flancs.

PRESSE INTERNATIONALE

E' uscito il nr. 23 (6 dicembre 1973) del nostro quindicinale in lingua italiana

IL PROGRAMMA COMUNISTA

- di cui diamo il sommario:
- Esigenza primaria del partito.
 - Tattica più che mai sabotatrice della trinità sindacale.
 - Lo sviluppo della produzione e degli scambi fra nazioni capitalistiche lungi dal garantire la pace porta lentamente ma inesorabilmente alla guerra fra stati.
 - L'emigrazione in Svizzera e il ruolo dell'opportunismo.
 - Tra i tessili del Vicentino.
 - Vicende coreane.
 - Ancora sul « pensiero di Mao » (v).
 - « Autonomia » della scienza e pensiero critico « libero ».
 - Miniera d'oro dei sindacati americani.
- Abbonamento annuale: 20 F.

CENTRALISME ET ORGANISATION DE PARTI

« Quand Lénine et ses camarades eurent développé dans des textes devenus classiques la doctrine du pouvoir révolutionnaire avec deux seuls personnages centraux, l'Etat capitaliste et la révolution prolétarienne, et qu'ils eurent revendiqué le programme marxiste de la stricte dictature centralisée comme pouvoir post-révolutionnaire instaurant, après la destruction totale de l'Etat bourgeois, la machine unitaire du pouvoir communiste, toute conception comportant des pouvoirs locaux et des ententes fédérales d'organes pouvant prendre des décisions de façon autonome fut encore une fois repoussée.

A cette doctrine de l'Etat, qui souleva l'indignation des socialistes ex-marxistes d'une part et celle des anarchistes et syndicalistes à la Sorel d'autre part (mais il ne s'agit là que de deux variantes du fleau « autonomiste » et « initiative » d'origine bourgeoise), correspond une doctrine analogue de la vie du parti de classe révolutionnaire.

Le centralisme dans la direction du parti — et donc de l'Internationale que Lénine considérait comme le parti par excellence — fut accepté par tous après qu'on eût écarté quelques éléments à tendance petite-bourgeoise autonomiste, même parée d'attitudes extrémistes —, et les éléments de droite également réifiés devant la main ferme de la direction centrale, dont le siège, pour des raisons historiques, ne pouvait être que Moscou.

C'est alors qu'en parlant de la vie interne de l'Internationale, Lénine mit dans ses thèses historiques l'expression de « centralisme démocratique ». La Gauche italienne proposa — et encore une fois les faits nous ont donné raison — de remplacer cette formule que nous jugeons dangereuse par celle de « centralisme organique ». Nous allons nous expliquer sur ce point tout de suite, mais tout d'abord disons que tous ceux qui sont contre le centralisme, sont des adversaires de Marx, de Lénine et de la cause révolutionnaire, des agents parmi d'autres de la conservation bourgeoise.

Dans la puissante dialectique marxiste de Lénine l'adjectif démocratique appliqué ici à la notion de centralisme dans le but précis de définir la dynamique interne du parti de classe, n'était pas du tout contradictoire avec la lutte à mort contre la superstition démocratique, lutte qui constitue l'essentiel du marxisme, tel que Lénine le revendiqua en repoussant la vague opportuniste de son époque, identique à la vague actuelle qui triomphe bruyamment au Kremlin.

La formule de Lénine concerne l'organisation et se réfère aux règles de vie du parti. Dans la phase historique qui précède et suit immédiatement la révolution, il ne peut y avoir de parti sans statut, sans charte constitutionnelle. Pour nous marxistes, une constitution de la société communiste est une chose risible : si c'était sérieux, nous n'aurions pas parmi nos objectifs la disparition de l'Etat. Même chose pour les concepts de constitution et de démocratie dans la classe ouvrière : si nous admettions cela, nous devrions jeter aux orties tout notre programme historique qui est celui de la disparition des classes. (Une classe n'existe jamais seule : quand disparaît la division de la société en classes, il ne reste plus aucune classe).

La démocratie constitutionnelle ouvrière sous le capital n'est rien d'autre que la constitution qui donne aux esclaves le droit de faire partie de leur troupeau conformément à la marque au fer rouge qu'ils portent à l'épaule. Voilà à quoi se ramène l'illusion néfaste que répandent les syndicalistes trade-unionistes et les ordinovistes.

Lénine parlait du fonctionnement technique du parti et sa façon de poser le problème était tout à fait claire. Nous le comprenions parfaitement, mais nous savions aussi la pression monstrueuse du

capitalisme parlementaire et démocratique qu'il n'avait pas eu à subir ; car il avait, avec son parti, glorieusement étranglé la bête avant qu'elle ne commence à respirer. Ce que nous craignons, c'était — et c'est effectivement ce qui s'est passé — que la formule ne soit dénaturée par les futurs traîtres. Et cela était possible tant qu'on n'aurait pas célébré les funérailles mondiales de la démocratie bourgeoise, de la démocratie dans la société, de la démocratie en général. Ces funérailles, nous en étions très loin en 1920, et nous en sommes encore loin aujourd'hui, après tant d'années, et l'heure n'est pas encore venue d'envoyer d'énormes couronnes mortuaires de fleurs rouges avec l'inscription : de la part de K. Marx, de la part de V. Lénine, de la part de tous les autres fossoyeurs plus modestes mais heureux.

Il était bien évident que les décisions du parti, de la « base » jusqu'en haut, ne pouvaient être prises techniquement qu'au moyen du système ingénu du décompte des voix. Ceci une fois admis, il s'agissait de proclamer encore une fois le caractère fondamental du marxisme, c'est-à-dire le centralisme, l'homogénéité, pour se prémunir contre les méfaits des velléités des individus, des groupes, des localités, des nations.

Une fois ramené historiquement à la doctrine originelle, guéri sur le plan organisationnel par l'élimination des couches corrompues, affirmé au niveau de l'action par des décisions tactiques de portée mondiale et révolutionnaire, et par là-même assuré dans sa dynamique centraliste, le parti est dans sa vie interne, dans un certain sens, une préfiguration de la société communiste où le dilemme : décision du centre ou décision de la base n'aura plus de sens et ne se posera plus. Mais aujourd'hui le parti vit et agit dans une société de classe et il subit les déterminations et les réactions de ses affrontements avec l'ennemi de classe et les chocs en retour de celui-ci. A plusieurs reprises nous avons montré qu'aux moments décisifs ce ne sont ni les consultations ni les délibérations d'un congrès ni même les votes d'organes restreints et de comités centraux qui indiquent la bonne voie : l'exemple de Lénine est là pour le prouver.

Laissons dans les statuts ce mécanisme banal du décompte des voix et des avis individuels, propositions-nous ; mais comprenons bien que l'unité du parti n'a rien à voir avec celle d'un tas de sable ou de tout autre substance granulaire, avec un conglomérat d'êtres semblables comme le madrépore sur le récif de corail, ou l'individu humain isolé par l'état civil et les statistiques.

Le parti est un organe au sens où ce terme est appliqué aux organes vivants. C'est un ensemble de cellules, mais toutes ces cellules ne sont pas identiques ou égales, elles ne remplissent pas les mêmes fonctions, et n'ont pas le même poids. Toutes les cellules et tous les organes n'assurent pas au même titre l'activité et à plus forte raison la vie d'un organisme. Telle est selon l'enseignement de Marx et de Lénine, l'enseignement du matérialisme dialectique, la conception marxiste de la société humaine et des ensembles sociaux, par opposition à la sottise philosophique bourgeoise qui fait tenir toute la société dans l'individu. Ne voyant pas que dans la société bourgeoise l'homme n'a pas la possibilité de développer ses capacités, cette philosophie ne voit pas non plus que ces capacités tiennent non pas à un individu d'exception mais à la richesse des rapports entre les hommes, les groupes d'hommes, les classes d'hommes.

Epithète mise à part, le « centralisme démocratique », demandé par Lénine pour le parti (...) contenait pleinement l'idée que le parti forme un tout organique indivisible. » (extrait de « Structure économique et sociale de la Russie d'aujourd'hui »)

Sur le fil du temps

Les intellectuels et le marxisme

En 1949, quand parut dans notre organe de parti d'alors, *Battaglia Comunista*, le « Fil du temps » que nous publions ci-dessous, les intellectuels en tant que produits finis ou en cours de finition dans les locaux universitaires ne se donnaient pas encore le nom de « contestataires », mais le phénomène lui-même était déjà vieux, tout comme la cour faite par l'opportunisme aux « penseurs et écrivains ». L'article que nous reprenons ici conserve donc toute son « actualité », y compris sur la question des manifestes et de la « colombe de la paix ». Il doit servir de point de repère pour juger un présent qui se donne comme nouveau, alors qu'il a l'âge du Noé et de ses bêtes cités dans l'article.

HIER

Sont étroitement liés dans la droite ligne marxiste les quatre points suivants, que nous avons eu l'occasion de développer souvent en temps et lieu utiles :

1) Le mouvement prolétarien socialiste n'est en aucune façon un mouvement de culture et d'éducation. Les possibilités de développement de la pensée sont fonction d'un meilleur développement de la vie physique, et viendront donc après l'élimination de l'exploitation économique. Les membres des classes condamnées à un bas niveau de vie n'ont pas besoin de « savoir » pour lutter : il suffit qu'ils se révoltent contre leur état d'affaîmés. Ils comprendront après.

2) Le parti révolutionnaire de classe ne refuse pas d'accueillir dans ses rangs comme camarades et militants à part entière des individus issus des classes économiquement supérieures, ni d'utiliser leur meilleur développement intellectuel pour sa propre lutte, quand il s'agit de véritables déserteurs du camp social adverse. Dans toute lutte de classe victorieuse, ce phénomène a marqué un des premiers points de rupture du front contre-révolutionnaire, même s'il implique des inconvénients, des crises et, individuellement, des retours en arrière.

3) La classe prolétarienne, qui a besoin, pour remporter la victoire, de la formation du parti politique, a besoin aussi de clarté, de continuité et de cohérence théoriques, et assigne une place de tout premier plan à la défense de la doctrine de classe (que nous ne confondons pas avec le terme de conscience, insidieusement subjectif et non collectif, que l'on peut abandonner avec un certain nombre d'autres vieilleries lexicales à des doctrines conformistes et traditionalistes).

4) Le mouvement communiste révolutionnaire met au nombre de ses pires ennemis, avec les bourgeois, les capitalistes, les patrons, les fonctionnaires et les hommes de main des diverses hiérarchies, les « penseurs » et les intellectuels en général qui se revendiquent d'une « science », d'une « culture », d'une « littérature » ou d'un « art » traités comme des mouvements ou processus globaux en dehors ou au-dessus des déterminations sociales et des luttes historiques des classes.

Pour des raisons évidentes, toute déviation par rapport à ces quatre points va irrémédiablement à l'encontre des bases du marxisme, et conduit à la dégénérescence opportuniste et à la défaite de la révolution.

La déviation par rapport au premier point mène à la rechute dans les tendances libéral-démocratiques, qui prétent à la bourgeoisie un rôle « éducationniste » par rapport au prolétariat, alors qu'avec la richesse, elle monopolise l'Etat, l'école, la presse et tout le reste, au service de ses buts de classe.

La déviation par rapport au second point conduit à un ouvriérisme borné, au trade-unionisme et au pur syndicalisme, qui enferme les prolétaires dans les limites d'un économisme sans issue et nie la lutte politique de parti, la conquête du pouvoir révolutionnaire, seul moyen pour triompher du capitalisme.

La déviation par rapport au troisième point ramène au révisionnisme et au réformisme, à l'opportunisme social-démocrate, à la politiquerie au jour le jour qui brade les principes, au cynisme du mot d'ordre bernsteinien : « Le but n'est rien, le mouvement est tout » (sous-entendu : « pour les bonzes »...)

La déviation par rapport au quatrième point conduit aux trois précédentes, pousse à une débauche de frontisme, qui donnerait une indigestion même à un estomac d'acier.

Tels étaient bien ceux de Marx et d'Engels qui, dans les débuts du mouvement ouvrier et dans les premiers efforts pour parvenir à fonder des partis prolétaires, au temps de la Ligue des Justes et des Alliances universelles, n'avaient pu éviter les contacts avec certains de ces hommes « de pensée ». Ils s'en dédommagèrent largement par une critique radicale jusqu'à la féroce et par des sarcasmes impitoyables. Entre les cent citations que l'on pourrait faire, relevons cette lettre où Marx, enviant Engels d'avoir échappé à un congrès où se pressaient les philosophes, philanthropes et autres humanitaires du même acabit, lui rapporte que, chargé de rédiger l'adresse finale, il n'avait pu échapper à l'obligation d'y mettre les formules d'usage : Liberté, Humanité, Justice, Civilisation et tutti quanti. Pour s'excuser, il ajoutait : « J'ai pris soin de ne mettre en des endroits où, ne signifiant absolument rien, elles ne peuvent pas faire de mal... ».

Nous ne sommes pas des mystiques, et nous admettons qu'un marxiste, par devoir de parti, puisse dire ou écrire une idiotie. Mais il y a à cela deux conditions : la première est qu'il n'y croie pas, la seconde est qu'il n'essaie pas d'en persuader les autres. Rares sont les « léninistes » d'aujourd'hui qui parviennent encore à remplir la première condition ; quant à la seconde, eux et leurs associés la foulent aux pieds vingt fois par jour.

Dans les années de la grande révolution russe, les « intellectuels » qui naviguaient, au milieu du cataclysme de la guerre, entre des écoles philosophiques et esthétiques plus nulles et décadentes les unes que les autres, prêtèrent l'oreille aux rumeurs et, prompts à virer de bord comme ils le sont, se tournèrent alors vers l'orient. Il en sortit entre autres en France un mouvement, *Clarté*, qui regroupait écrivains et artistes sympathisants avec le bolchévisme victorieux (et surtout parce qu'il était victorieux). C'était une « clarté » qui ne prenait pas directement sa source dans l'adhésion intégrale à une doctrine et la conversion radicale à de nouveaux principes, mais dans un vide et cérébral culte rationalisme des Lumières, reproduisant à un siècle et demi de distance l'« Aufklärung » bourgeoise qui, elle, avait eu au moins le courage de précéder et de préparer une révolution, et non de marcher derrière avec la vague intention d'en profiter, ou d'en fuir les inconvénients.

Les camarades bolchéviques russes, marxistes à la tête aussi blindée que l'estomac, utilisaient, ou se proposaient aussi d'utiliser cette mutinerie dans les rangs du parti adverse, mais ils n'attendaient rien de plus de tous ces gens, — braves gens, pour une part, mais rien de plus — que de leur intelligentsia locale, qu'ils connaissaient à fond pour l'avoir vue à l'épreuve de toutes les vicissitudes de l'histoire et de la lutte, souvent bavarde, toujours lâche, s'éparpiller successivement dans les rangs de toutes les variétés de contre-révolutionnaires, plus nombreuses que les nuances de l'arc-en-ciel, libéraux, populistes, paysans, anarchoïdes et, pour finir, émigrés défaitistes par-delà les diverses frontières.

Un excellent camarade français, doué d'une véritable culture, Raymond Lefebvre, qui devait mourir dans l'Arctique au retour de Russie, citait souvent en 1920 dans les réu-

nions, comme preuve de la diffusion du communisme dans son pays, le fait que notre parti comptait dans ses rangs « les quatre plus fort tirages de France » : Henri Barbusse, Georges Duhamel, Anatole France (mettons à part ce cerveau puissant qui a consacré des pages vraiment vibrantes à la critique des fondements d'un monde et de son hypocrisie régnante...), et Romain Rolland. Cet argument, défendu en un beau français, faisait son effet ; mais aucun d'entre nous, militants marxistes, n'avait jamais pensé renverser la bourgeoisie avec des tirages de bouquins à 100.000 exemplaires : il fallait lui tirer dessus avec de tout autres armes ! Nous sourions : Raymond, courageux et sincère, se mettait en colère...

Il serait également difficile de décrire le sourire et le pétilement de l'œil de Lénine quand la conversation tombait sur Maxime Gorki qui, dans la dégringolade générale des intellectuels, était resté aux côtés des bolchéviques, et auquel, vu sa grande notoriété mondiale, et aussi son indéfectible bonne foi, on n'avait pu refuser l'accueil, la carte, et quelquefois la parole — tout en renouant à lui faire comprendre combien de bêtises il disait quand il traitait de questions sociales et politiques.

AUJOURD'HUI

Nous ne prétendons pas écrire ici l'histoire des mouvements politiques qui se sont manifestés sur le terrain des « intellectuels », ou avec la contribution de divers spécialistes de divers bords. Il y aurait trop à dire, d'autant qu'il faudrait alors envisager, outre le « monde » artistique-littéraire, celui, non moins intéressant, de la science, et voir si les contributions d'un Gorki ou d'un Barbusse ne seraient pas grandement dépassées, en désolante inconsistance, par celles d'un Joliot-Curie ou d'un Einstein.

Des Manifestes d'intellectuels, les paladins germaniques en firent en 1914, pour crier avec l'appui des littérateurs, musiciens, poètes et peintres contre la campagne anti-allemande, le fameux « es ist nicht wahr ! » (ce n'est pas vrai). Les antifascistes italiens en firent aussi,

hélas, pour arrêter Mussolini, et on y vit un génial moyen d'intervention, alors que les bourses du travail et les ouvriers armés n'avaient pu lui barrer la voie. Nous en connaissons tous le désastreux bilan : certains durent faire marche arrière, pour ne pas perdre leurs places et leurs prébendes, d'autres sombrèrent dans l'aigre tristesse d'une opposition impuissante, et achevèrent de s'abêtir politiquement. Une fois le fascisme tombé sous les coups non-intellectuels du mortier et de l'explosif, ils firent surface, et l'on déclara alors que l'Italie recouvrait finalement les forces saines de la science, de la pensée, de la technique, que la gangue du fascisme avait fait fuir. Comme science, pensée, littérature et art, jamais on n'avait vu mettre en circulation tant de sous-produits, et dans l'actuelle période post-fasciste, nous continuons à descendre encore plus bas. La recette de la liberté de pensée et d'expression, le mensonge de l'« impartialité » de l'appareil public face aux différentes opinions, sont des facteurs supplémentaires de dégradation, et nous sommes aux antipodes de la force, même doctrinale et scientifique, qui émanait de la révolution totalitaire en Russie. Il suffit de penser au traitement infligé par la radio aux problèmes sociaux et politiques examinés par le Sommet des Cinq, occasion pour quelques polichinelles distingués de s'exhiber avec leurs propositions timorées et leurs objections d'impuisants, tout empreintes pourtant d'une acide jalousie de métier mal digérée.

Mais les lieux où se prépare et commence le lieu ou plus grand style la mobilisation mondiale des forces de la Pensée sont le mouvement contre le Pacte Atlantique et les Congrès de la Paix. Puisqu'on appelle les artistes au secours, le symbolisme vient au premier plan, et l'étrange animal dessiné par Picasso offusqué gravement les yeux désincarnés du vieux Noé qui doit se les frotter vigoureusement dans l'autre monde, et se demander s'il n'a pas fait une grosse bêtise en embarquant dans l'Arche et en relâchant ensuite vers le ciel apaisé l'originel, vulgaire et zoologique pigeon.

Art « de l'avenir »... En son temps, on nous reprochait de nier la valeur révolutionnaire du mouvement futuriste : « C'est une force intellectuelle, assurons-nous de son appui » disaient les habitués « habiles », qui ne sont pas seulement un produit russe breveté Kominform. « Ils visent comme nous la subversion des formes du passé. La revue de Papini, *Lacerba*, ose enfin définir le monument au Grand Roi Victor-Emmanuel comme « une grande pissotière surmontée par un pom-pier doré ». Marinetti exalte la force physique et fait le coup de poing avec les contradicteurs au théâtre et dans la rue. Faisons l'unité avec eux ! » Il est inutile de rappeler comment Papini chez les moines, et Marinetti avec les chemises noires, ont donné la mesure du « caractère avancé » de leurs positions. Ils n'ont même pas renversé le fameux monument, que l'actuelle République et les surintendants de l'art moderne continuent à révéler.

Cette tendance à courir derrière les intellectuels du monde bourgeois et à chercher une inspiration dans leur creuse vanité marque l'abaissement extrême de la prostitution de la lutte de classe dans son aspect théorico-organisateur et sur le plan de l'action.

Le Manifeste ou le texte de pétition pour la paix, mis à part le recours à cette forme bête ment légalitaire, a été vanté comme l'œuvre d'un écrivain catholique, et il contient une invocation au bon Dieu. Même la bourgeoisie avait su opposer nettement à ceux qui attendent leur salut de Dieu, ceux qui comptent sur la libre émanation de la volonté des peuples.

On jette par-dessus bord les morceaux de la théorie et de la cohérence, l'un après l'autre, comme un lest pour échapper à l'abîme. Evidemment, après le sacrifice de ces ultimes morceaux, il ne reste plus de lest, et la nacelle de l'opportunisme devra finir dans un honteux naufrage.

Une fin plus proche qu'on ne pouvait l'espérer serait la non-improbable proclamation d'un pacte d'amitié internationale et de paix sociale avec les forces ploutocratiques de l'occident, le dignement embrasement du voutour impérialiste et de cette putain de colombe !

Grattez leur « communisme », vous trouverez la démocratie

Dans son n° 273, *Lutte Ouvrière* prend position dans le débat qui oppose tenants et adversaires du monopole d'Etat de la radio-télévision, et défend sur toute une page les partisans de la privatisation. Ça ne nous étonne pas et ne mériterait même pas qu'on en parle, n'était la qualité des arguments utilisés par L.O., arguments caractéristiques de son opportunisme impérialiste.

Il nous est par exemple dit que : « la télévision ne peut être rendue rentable que par la publicité et la réduction du prix des émissions, c'est-à-dire de leur qualité... Cela voudra dire cinq fois, six fois plus de publicité qu'actuellement — et, pour attirer les annonceurs, des émissions à grande écoute : films, shows, variétés diverses, au détriment de toutes les émissions culturelles, éducatives, qui attirent un public plus restreint. »

Ces révolutionnaires qui prétendent faire table rase du passé, mais s'inquiètent avant tout de la qualité des marchandises fabriquées par les usines à culture, prétent évidemment à rire. Mais ils sont plus que ridicules, ils sont dangereux ! Car non seulement ils propagent la vieille illusion culturaliste, qui attend la révolution de l'instruction et de l'éducation du prolétariat (ou d'un « public plus restreint » ?), mais ils chargent l'Etat (l'O.R. T.F.) de réaliser cette éduca-

tion des masses. Par là-même ils rejettent la vision marxiste de l'Etat organe de domination d'une classe, pour se rallier au réformisme qui prétend que le prolétariat peut utiliser à ses fins un Etat sol-disant au-dessus des classes.

L'article exposera d'ailleurs cette conception de l'Etat de façon encore plus claire. Il est facile de répliquer aux partisans de la privatisation qui promettent, grâce à la concurrence de chaînes privées, une « information plus objective », qu'elle serait seulement moins dépendante du gouvernement et plus liée aux intérêts partiellement divergents des divers groupes financiers, et toujours enfermée « dans les mêmes limites : celles des intérêts généraux du régime capitaliste ». (On se demande d'ailleurs avec qui L.O. polémique ici. Est-ce contre *Rouge* qui, lors de l'affaire du Watergate, a exalté le rôle « démocratique » de la presse américaine, ce « libre » instrument du capital ?)

Mais L.O. oublie que les intérêts généraux du régime capitaliste sont précisément représentés par l'Etat, puisqu'il écrit : « Certes, actuellement le monopole d'Etat permet les diverses formes de censure, les atteintes à la liberté d'expression et d'opinion, et de faire de l'ORTF une agence de propagande, rôle que le gouvernement lui fait jouer. Mais ce

n'est pas le monopole d'Etat qui est en cause : l'exemple de la BBC anglaise, ou de la télévision néerlandaise, montre qu'il peut exister des télévisions d'Etat relativement indépendantes du gouvernement. Et elles peuvent souvent, parce qu'elles ne dépendent pas directement, sur le plan financier, des intérêts — matériels ou moraux — de tel ou tel trust, tenir compte plus largement de toutes les couches de la société. »

Certes, « ce n'est pas le monopole d'Etat qui est en cause » pour nous : c'est sa nature de classe ! Or, tout comme le premier réformateur venu, L.O. s'en prend au « gouvernement », pour mieux affirmer que l'Etat — qui ne dépend pas directement des intérêts de tel ou tel groupe capitaliste — peut exprimer les intérêts de « toutes les couches de la société » !

D'une telle conception on ne peut tirer de façon cohérente qu'une seule conclusion, que L.O. se garde bien de tirer : au lieu de la lutte de classe du prolétariat tendant à la destruction de l'Etat capitaliste revendiquée par les communistes, on prône la lutte de toutes les couches (1) de la société pour faire prévaloir leurs intérêts dans le cadre de cet Etat.

Peut-être avons nous fait trop d'honneur à L.O. en parlant d'opportunisme : ici, il s'agit du démocratisme bourgeois le plus vulgaire !

(Suite de la page 1)

individus aptes à remplir les différentes fonctions, à étudier les différents problèmes, et à appliquer aux différents secteurs de la vie collective les critères dérivant des principes révolutionnaires généraux et correspondant à la nécessité qui pousse la classe prolétarienne à briser les entraves du vieux régime afin d'édifier de nouveaux rapports sociaux. Ces « compétences » que les ordonnistes voyaient comme quelque chose que l'on acquiert à l'école, puisque selon eux il s'agissait de former des experts dans le domaine de l'industrie ou dans celui du droit constitutionnel, des techniciens de l'« édification de la cité future », ces compétences ne s'acquerraient au contraire que dans le parti, c'est-à-dire dans son encadrement, dans l'accomplissement de ses tâches permanentes : défense de la théorie, propagande des principes, diffusion des mots d'ordre, participation aux luttes économiques. Ces compétences ne s'acquerraient qu'à travers l'intégration constante des militants en tant que personnes physiques ayant des capacités différentes mais toutes nécessaires et complémentaires, une intégration qui est à la fois la condition essentielle et la conséquence nécessaire de la vie organisée du parti.

C'est pourquoi nous avons répété mille fois que le parti, même au stade embryonnaire, naît véritablement non pas dans les situations montantes mais dans les situations contre-révolutionnaires, c'est-à-dire dans les situations où se trempent ceux qui croient fermement en la révolution, qui la veulent, mais qui n'ont pas tiré sur elle une traite

Nécessité primordiale du parti

dont ils attendaient le paiement, et qui ne tomberont pas dans le désespoir et le découragement si elle devait tarder. C'est à ce moment là que le parti doit naître, parce que c'est alors que le fil rouge doit être préservé, parce que c'est alors que toutes les furies de la réaction se jettent sur lui pour briser sa continuité et détruire la théorie, l'étouffer en silence, l'effacer en même temps que l'organisation qui en est le support et sans laquelle le « parti historique » peut bien survivre dans l'arche sacrée des textes classiques mais ne peut pas devenir le « parti formel », ne peut pas devenir une force de classe. Bien plus, c'est alors que le parti doit naître, parce que, comme le rappelait en 1924 Trotsky dans les Leçons d'Octobre aux militants du monde entier au moment où s'annonçaient les nuages de la contre-révolution stalinienne, « la révolution prolétarienne ne peut triompher sans le Parti, à l'encontre du Parti, ou par un succédané de Parti », et ce parti ne se forme pas du jour au lendemain, il ne naît pas du mouvement élémentaire des masses, il le précède au contraire et c'est uniquement à cette condition qu'il peut canaliser ce mouvement et le diriger. Notre courant, qui s'est trouvé le seul à défendre en 1925 le puissant opusculé de Trotsky, en a tiré cette conclusion : « LE PARTI PEUT ATTENDRE LES MASSES ; LES MASSES, ELLES, NE PEUVENT ATTENDRE LE PARTI » (La question Trotsky).

Pour nous, c'était et c'est encore la grande leçon de la révolution d'Octobre, une leçon qu'il ne faudrait jamais oublier.

Tout comme la société dans laquelle nous sommes condamnés à vivre et appelés à combattre, nous vivons aujourd'hui une période que nous n'avons aucune raison de définir autrement qu'en 1965 quand nous disions qu'elle « ne pourrait être pire ». Pas plus qu'alors nous ne pouvons « prévoir combien de temps s'écoulera avant qu'on sorte de cette situation de paralysie mortelle et que se manifeste de nouveau ce que nous avons défini comme une « polarisation » ou « ionisation » des molécules sociales, prélude à l'explosion du grand antagonisme de classe. » Cela, nous ne le cachons ni aux prolétaires ni à nous-mêmes. Nous sommes conscients des responsabilités qui en découlent pour notre mouvement et pour ses militants : « le petit parti d'aujourd'hui se caractérise essentiellement par la restauration des principes et de la doctrine, bien que les conditions favorables dans lesquelles Lénine a accompli cette tâche après le désastre de la première guerre mondiale fassent défaut aujourd'hui ». Cependant comme alors, et plus qu'alors — ne serait-ce que parce que le temps passe et que l'histoire accumule sur son chemin du matériel explosif — « nous ne pouvons pour autant dresser une barrière entre théorie et action pratique, parce qu'au-

delà d'une certaine limite, ce serait nous détruire nous-mêmes ainsi que toutes nos bases de principe. Nous revendiquons donc toutes les formes d'activité propres aux moments favorables, dans la mesure où les rapports de force réels le permettent ». Nous savons que c'est dans l'exercice de ces fonctions vitales de l'organe-parti que se forge, péniblement, au milieu de mille difficultés, au travers des ruptures successives et par la sélection, la seule chose que le parti préfigure vraiment, quelque chose qui n'est jamais parfait, surtout aujourd'hui, mais qui est toujours nécessaire : l'état-major de la révolution future.

Au III^e Congrès de l'Internationale Communiste, c'est encore Trotsky qui, soutenant Lénine, lançait aux « impatientes », aussi indisciplinés que confusionnistes, des partis d'Europe centrale et occidentale, que la différence entre nous et les sociaux-démocrates de tout poil ne réside pas en ce que nous disions que la révolution aura lieu telle année ou tel mois et qu'eux disent qu'elle n'est pas aussi proche et qu'il faudra encore beaucoup, beaucoup de temps, mais qu'elle consiste en ce que les sociaux-démocrates de tout poil défendent en toutes circonstances la bourgeoisie, alors que nous, en toutes circonstances, nous nous préparons à l'attaquer et à l'abattre le moment venu, et qu'en agissant ainsi nous sommes un des facteurs déterminants de

l'issue révolutionnaire. Un des leitmotifs de notre courant — qu'on ne peut certainement pas accuser d'optimisme béat ou de volontarisme fracassant — est que même si la révolution paraît éloignée le parti doit, tout en ayant conscience de cet éloignement éventuel pour ne pas prendre des vessies pour des lanternes, considérer à tout moment que la révolution est proche afin de ressentir l'urgence de sa préparation et obéir à son appel, afin d'avancer sur le seul chemin qui mène vers elle, en se pliant à ses exigences, même dans les détails les plus insignifiants et les plus banals de l'action pratique, en sachant que, ou bien l'on se prépare aux tâches gigantesques dans la grisaille d'aujourd'hui, ou bien, encore une fois l'avenir lumineux nous échappera.

C'est à cet engagement que tient notre « optimisme », et nous le revendiquons parce que c'est tout simplement une certitude scientifique, non un trésor caché mais un guide pour l'action.

PERMANENCES DU PARTI

● A Paris : 20, rue Jean-Bouton (12^e) - Métro Gare de Lyon - Escalier métallique au fond de la cour à gauche. Le samedi, de 15 h à 19 h, et le dimanche, de 10 h à 12 h.

● A Marseille : le samedi, de 14 h 30 à 17 h 30, au siège du « Prolétaire », 7, cours d'Estienne-d'Orves (4^e étage).

Exceptionnellement, il n'y aura pas de permanence à Paris le samedi 22 et le dimanche 23 décembre 1973.

VIE DU PARTI

UNE NOUVELLE PUBLICATION DE PARTI

DEFENSE DE LA CONTINUITÉ DU PROGRAMME COMMUNISTE

Cet important volume qui vient de paraître est la réplique exacte de l'ouvrage édité par nous en 1970 en langue italienne sous ce même titre.

En rassemblant ces textes couvrant la période de 1920 à 1966 dans un même recueil, nous n'agissons pas avec un souci d'historiographie mais pour réaffirmer le caractère invariant de notre combat et de nos armes de lutte.

Depuis plus d'un demi-siècle, notre courant a suivi le fil continu de positions programmatiques, tactiques et, dans son existence de parti, organisationnelles, indissolublement liées à l'intégrité de la doctrine marxiste. Il ne l'a pas fait par amour de la cohérence morale ni par manie de la rigueur logique, mais par conviction que, dans l'alternance des phases de progression et de recul de la lutte de classes, on ne préserve et on ne prépare l'avenir de la révolution qu'en préservant le passé au sein du présent pour le projeter dans l'avenir.

Les textes que nous publions dans ce volume comme autant de repères émanant d'un courant qui se rattache au Manifeste de 1848 jusque dans le refus de se présenter au prolétariat avec l'éclat trompeur de noms de personnalités célèbres ou aspirant à le devenir ; ils ne sont pas nés du cerveau de « tel ou tel réformateur du monde », mais sont le cri de guerre d'un mouvement réel, sans étiquette nationale ni limites de temps. A la rigueur, on pourrait les lire à reculons, et les retrouver toujours identiques, si ce n'est que les derniers contiennent le bilan de la chute du mouvement communiste dans un opportunisme sans précédent dans l'histoire, et d'autant plus virulent qu'il s'est développé sur le tronc des traditions démocratiques dans les plus vieux pays capitalistes ; un opportunisme dont seuls les soi-disant « talmudistes », les « dogmatiques », les « sectaires » du marxisme pouvaient tirer non un motif de reniement ou d'abandon, mais une raison supplémentaire pour affiler toujours plus les ar-

mes héritées du passé — c'est-à-dire les principes de la révolution violente, de la dictature du prolétariat, de la terreur rouge, et de l'instrument nécessaire de leur réalisation, le parti de classe, armé d'une tactique et d'une organisation correspondant à ces buts, ainsi que d'une théorie et d'un programme invariants et contraignants — pour les tenir solidement en main, et les transmettre intactes aux générations qui devront les utiliser sans hésitation pour abattre le monstre du capital.

Dire cela aujourd'hui, c'est aller plus que jamais contre le courant. Mais si, sur le chemin tourmenté de sa lutte, le prolétariat peut avoir un point de repère fixe afin de ne pas risquer à chaque pas de s'égarer et d'avoir à tout recommencer, c'est seulement dans la mesure où une avant-garde, même restreinte et solitaire, aura su résister aux faciles suggestions de la dernière mode ou de la voie « la plus courte », et échapper au destin pitoyable des mouvements qui durent l'espace d'un matin, avec pour seul résultat de brouiller les cartes, de jeter la confusion dans les idées, de détruire les conquêtes laborieusement acquises, pour finir par se prostituer à l'ennemi.

NOTRE TRACT A L'OCCASION DE LA GREVE DU 6 DECEMBRE

Lors de la « journée nationale de grève » du 6 décembre (cf. Le Prolétaire n° 162), le Parti a distribué le tract que nous reproduisons ci-dessous. En guise de « bilan », quelques conclusions s'imposent.

Aussi bien le demi-échec de la grève générale proclamée par les grandes organisations réformistes, que la démoralisante — bien que massive — manifestation à Paris, sont à mettre au compte du sabotage de l'opportunisme.

En proclamant que le but spécifique du mouvement était non pas l'affermissement d'une volonté de lutte de classe, non pas une manifestation de classe (et donc politique) contre le capitalisme, contre ses conséquences comme contre ses causes, mais bien au contraire de

« contraindre » le patronat et le gouvernement à s'entendre avec les syndicats pour mieux défendre « l'intérêt collectif », le réformisme a saboté la seule grève générale proclamée depuis de longues années (même en mai-juin 68 il n'avait pas osé la proclamer).

Encore un exemple montrant que même la défense cohérente des intérêts immédiats de la classe exige une lutte politique sans trêve contre l'opportunisme, cet agent de la bourgeoisie dans les rangs ouvriers.

LE CAPITALISME N'EST PAS A REFORMER MAIS A DETRUIRE! ET LA PREPARATION DE SA DESTRUCTION REVOLUTIONNAIRE EXIGE UNE LUTTE SANS RELACHE CONTRE L'OPPORTUNISME REFORMISTE!

PROLETAIRES! CAMARADES!

Comme toujours, la bourgeoisie de tous les pays appelle les prolétaires à « consentir » des sacrifices répétés et renouvelés sur leurs salaires, à faire des efforts accrus pour améliorer la productivité, pour préserver un mythe plein emploi, pour sauver l'économie nationale.

L'inflation et l'instabilité économique internationale actuelle viennent de donner au gouvernement un prétexte pour reprendre la vieille rengaine et le patronat lui fait chorus en arguant que sans sacrifices de la classe ouvrière c'est « la perte des marchés, l'arrêt de l'expansion et le chômage ».

Ainsi, même au faite de sa prospérité, le capitalisme ne peut garantir ni le salaire ni le plein emploi, mais seulement l'exploitation accrue des travailleurs actifs dans une usine, un pays, et le chômage des travailleurs des autres usines, des autres pays. A peine le monde capitaliste a-t-il fini de se réjouir des bonnes affaires de 1972-73, qu'il craint déjà la crise pour 1974-75. Une succession de périodes de sur-exploitation et de périodes de chômage se déterminent l'une l'autre : voilà tout ce que le capitalisme a à offrir à la classe ouvrière.

Aucune réforme du capitalisme ne peut désamorcer l'accumulation croissante des antagonismes et des déséquilibres qu'il produit ; les mirabolantes promesses de réformes et de lendemains qui chantent ne sont et ne peuvent être que des diversions pour entraver toute préparation des exploités et leur faire supporter tout le poids des contradictions dans lesquelles se débat cette société d'exploitation. Le capitalisme n'est pas à réformer mais à détruire.

La destruction d'une société où le renforcement continu des Etats,

de leur armée, de leur police, de leur bureaucratie, répond à l'approfondissement des antagonismes toujours plus explosifs engendrés par le capitalisme, ne peut être ni graduelle, ni progressive, ni pacifique.

Elle implique qu'à la force concentrée de l'adversaire, le prolétariat puisse opposer une force encore plus puissante. Cela suppose une volonté révolutionnaire centralisée ; cela suppose qu'à travers tous les conflits qui opposent la classe dominée et exploitée à la bourgeoisie dominante, s'affirme la nécessité de la force révolutionnaire de classe capable de mener à la victoire suprême.

C'est pourquoi les indispensables et inévitables luttes de résistance au capital sur le terrain économique, sans lesquelles les travailleurs ne pourraient mettre de limite à la voracité sans borne du capital, ne peuvent trouver au-delà des résultats partiels, des victoires comme des défaites, une issue historique positive que si elles servent à l'union grandissante des travailleurs pour leur émancipation révolutionnaire. Cette unification révolutionnaire de la classe suppose la reconstitution internationale du parti révolutionnaire de classe, du parti communiste mondial.

PROLETAIRES! CAMARADES!

Face au cynisme et à l'insolence affichée par la bourgeoisie qui s'apprête à faire supporter au prolétariat les conséquences d'une situation économique aggravée, les syndicats et les partis de la soi-disant gauche démocratique appellent à une « journée nationale de grève » et à cette manifestation dont ils prétendent faire une protestation politique contre le capitalisme.

Ces organisations prétendent éliminer par des réformes les causes des antagonismes croissants du capitalisme ; en réclamant un « droit de regard sur les investissements » un « contrôle démocratique du crédit » et une politique fiscale « honnête », elles prétendent que le capitalisme peut être réformé ; en réclamant « une autre politique » du capital — à la gestion duquel elles se présentent comme candidates — elles prétendent éliminer jusqu'à l'inflation qui est le produit économique inévitable du capitalisme le plus développé, et plus généralement réaliser l'utopie d'un capitalisme « propre » et sans heurts.

Et en attendant ces réformes mirabolantes qui rendraient dans leur idée les matériaux explosifs accumulés par cette société aussi inoffensifs que leur soi-disant « lutte » anticapitaliste, ils demandent à l'Etat bourgeois — c'est-à-dire à la trique, au représentant collectif de

la classe exploitée — de « garantir », au moyen d'une échelle mobile institutionnalisée des salaires, des conditions d'existence minimales à la classe exploitée, et ils s'imaginent ainsi éviter par une politique de « négociation paritaire » s'intégrant dans une stratégie pacifiste savamment « progressive » et « graduée », la nécessaire lutte de classes, ne fût-ce que sur le simple plan des luttes syndicales.

En canalisant les énergies des masses ouvrières dans une « lutte » interclassiste pour des réformes, en prétendant diriger les ouvriers vers une transformation de l'Etat capitaliste prétendant au-dessus des classes, en subordonnant les réactions ouvrières spontanées à cette politique de collaboration de classes, les directions opportunistes et réformistes ne trahissent pas seulement les intérêts immédiats des travailleurs, mais constituent une entrave à la préparation révolutionnaire de l'émancipation prolétarienne, et révèlent ainsi leur nature d'agents de la bourgeoisie au sein de la classe ouvrière.

PROLETAIRES! CAMARADES!

Aucune prétendue réforme du capitalisme ne peut épargner au prolétariat la tâche de le détruire. Aucune prétendue transformation de l'Etat bourgeois ne peut éviter au prolétariat l'utilisation des armes de l'insurrection, de la violence et de la dictature. Aucune politique de collaboration de classes ne peut épargner au prolétariat les sacrifices nécessaires à son émancipation ; et celle-ci exige un combat sans relâche contre le réformisme et l'opportunisme, aussi bien dans la lutte contre les effets de l'exploitation capitaliste que dans la lutte contre ses causes, aussi bien dans la période actuelle d'accumulation des antagonismes sociaux que dans la période révolutionnaire de déchaînement de ces antagonismes.

A BAS LA COLLABORATION DE CLASSES! A BAS LE REFORMISME! VIVE LA REVOLUTION COMMUNISTE! VIVE LE PARTI COMMUNISTE MONDIAL!

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL.

directeur - gérant

F. GAMBINI

Imprimerie « E.P. »

232, r. de Charenton, Paris-12

distribué par les N.M.P.P.